



Fermeture de la seule ONG indépendante de défense des droits de l'Homme en Iran

Paris-Genève, le 22 décembre 2008. L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, programme conjoint de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), condamne vivement la fermeture de la seule organisation non gouvernementale indépendante de défense des droits de l'Homme en Iran, le Centre des défenseurs des droits de l'Homme (Defenders of Human Rights Center - DHRC).

Le 21 décembre 2008, le siège du Centre des défenseurs des droits de l'Homme, à Téhéran, organisation membre de la FIDH en Iran, a été brutalement perquisitionné sans mandat d'un juge et fermé par la police. Une réunion privée y était prévue le jour-même à l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH).

« Nous craignons cette fermeture depuis plusieurs semaines : Madame Shirin Ebadi, un des membres fondateurs du Centre, a été victime de pressions récurrentes et croissantes afin que le Centre des défenseurs cesse ses activités. Des représentants du ministère de l'Information sont venus la voir à deux reprises à son cabinet à cet effet, et elle leur avait opposé un refus déterminé », a déclaré Karim Lahidji, Vice-président de la FIDH.

A l'occasion du 60ème anniversaire de la DUDH, 300 personnes avaient été invitées pour participer à une cérémonie au cours de laquelle le Prix du Centre devait être décerné à M. Taghi Rahmani, journaliste indépendant qui a passé plus de 10 ans en prison sous le régime islamique. Par ailleurs, Mme Nargues Mohammadi, porte-parole du Centre, a été agressée verbalement par les forces de l'ordre puis expulsée des locaux, comme les autres membres présents lors de la descente de la police. Le Centre a ensuite été mis sous scellés par la police.

« Les autorités iraniennes exercent une répression de plus en plus sévère contre les défenseurs des droits de l'Homme iraniens. Arrestations, poursuites pénales, condamnations à des lourdes peines sont légion. Le Centre des défenseurs a engagé un travail sur des thématiques très importantes pour l'avenir du pays : soutien aux prisonniers politiques et à leur famille, publication d'informations sur les violations des droits de l'Homme, soutien à la campagne en faveur de l'égalité des femmes, examen des lois et pratiques en matière électorale. Le Centre a en outre lancé un groupe de travail sur la paix et les droits de l'Homme - question cruciale aux yeux de la population iranienne à la suite des menaces d'intervention américaine dans le pays », a déclaré Eric Sottas, Secrétaire général de l'OMCT.

Le Centre des défenseurs est aujourd'hui réprimé en raison de la crédibilité qu'il a acquise aux yeux de la population iranienne. Un nouveau combat s'ouvre aujourd'hui en Iran : obtenir la réouverture du Centre des défenseurs, le plus rapidement possible. Il est en effet devenu le seul recours pour les victimes des violations des droits de l'Homme en Iran, toujours plus nombreuses.

Plus généralement, l'Observatoire prie les autorités iraniennes de cesser tout acte de répression envers l'ensemble des défenseurs des droits de l'Homme, et de se conformer aux dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'Homme, de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés par l'Iran.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

OMCT : Delphine Reculeau : + 41 22 809 49 39

FIDH : Gaël Grilhot : + 33 1 43 55 14 12

L'OMCT a son siège à Genève, en Suisse. Elle coordonne le réseau SOS-Torture composé de 282 organisations régionales et internationales dans 93 pays sur cinq continents.

Contact : omct@omct.org